

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

3 décembre 2019

**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

**relative à une éventuelle sortie limitée  
du nucléaire après 2025**

(déposée par M. Bert Wollants)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 december 2019

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**tot een mogelijke beperking  
van de kernuitstap na 2025**

(ingediend door de heer Bert Wollants)

---

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 31 janvier 2003 prévoit la fermeture de l'ensemble du parc de production nucléaire belge entre 2022 et 2025. Depuis 2003, on n'a pas fait grand-chose pour permettre la sortie du nucléaire, en particulier avant 2015. Depuis la fin de 2014, plusieurs initiatives ont été prises pour diversifier les sources d'électricité. C'est ainsi que des efforts ont été consentis pour accroître la capacité d'interconnexion avec les pays voisins. La prise de courant en mer a été réalisée. La décision a été prise d'étendre les zones de production d'énergie éolienne en mer du Nord, ce qui devrait porter la capacité totale d'énergie éolienne offshore à 4 GW en 2030. On est également en train d'élaborer une nouvelle procédure d'attribution des concessions pour assurer des prix de production plus adaptés au marché, sur le modèle néerlandais. Au niveau régional également, de nombreuses capacités supplémentaires ont été réalisées et programmées dans le domaine des énergies renouvelables. Et pourtant, malgré ce développement réalisé et programmé des énergies renouvelables et les milliards d'euros d'aide alloués aux énergies renouvelables, nous sommes loin d'être en mesure de pallier la fermeture des centrales nucléaires. Le mécanisme de subvention pour les nouvelles centrales au gaz qui sont censées remplacer les centrales nucléaires n'a pas encore été élaboré et devra ensuite être encore soumis à l'Europe. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible de lancer la procédure permettant aux exploitants potentiels de se porter candidats pour la construction et l'exploitation de ces centrales au gaz, lesquelles devront encore être autorisées et construites, ainsi que tous les raccordements au réseau effectués. Le calendrier de mise en service de ces centrales au gaz en 2025 est très serré, *a fortiori* si c'est le 1 octobre 2022, date du début de la sortie du nucléaire avec la fermeture de Doel 3.

En mars 2018, le gouvernement a décidé d'assortir la sortie du nucléaire d'une série de conditions. Lorsque fermeront les centrales nucléaires, nos citoyens et nos entreprises devront par exemple continuer à pourvoir compter sur une électricité abordable, durable et sûre. Jusqu'à présent, l'énergie nucléaire y a toujours contribué dans une large mesure, puisqu'elle est notre principale source d'électricité, alors qu'elle émet une quantité particulièrement faible de CO<sub>2</sub> et de particules fines – un niveau comparable à celui de la plupart des sources d'énergie renouvelable. Selon le GIEC, les centrales nucléaires émettent en moyenne 12 grammes de CO<sub>2</sub> par kWh, les parcs à éoliennes, 11,5 g/kWh et les panneaux solaires installés sur les toits, 41 g/kWh. Les centrales au gaz, en revanche, émettent 490 g/kWh, soit 40 fois plus

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De wet van 31 januari 2003 voorziet in de sluiting van het Belgische nucleaire productiepark tussen 2022 en 2025. Sinds 2003 is er echter bijzonder weinig ondernomen om de kernuitstap mogelijk te maken, vooral in de periode voor 2015. Sinds eind 2014 zijn er wel een aantal initiatieven genomen om de bronnen van elektriciteit te diversifiëren. Zo is er werk gemaakt van meer interconnectiecapaciteit met onze buurlanden. Het stopcontact op zee is gerealiseerd. De beslissing is genomen om de zones voor de opwekking van windenergie uit te breiden op de Noordzee, wat de totale capaciteit van de offshore windenergie op 4 GW zou moeten brengen tegen 2030. Er wordt ook gewerkt aan een nieuwe toewijzingsprocedure van concessies, die moet zorgen voor meer marktconforme productieprijzen, naar Nederlands model. Ook op het regionale niveau is veel bijkomende capaciteit gerealiseerd en gepland inzake hernieuwbare energie. En toch zijn we, ondanks deze gerealiseerde en geplande uitbreiding van hernieuwbare energie, en de miljarden euro's ondersteuning die aan hernieuwbare energie is toegekend, allesbehalve klaar om de sluiting van de kerncentrales op te vangen. Het subsidiemechanisme voor de nieuwe gascentrales die de kerncentrales zouden moeten vervangen, is nog niet uitgewerkt en dient vervolgens nog aan Europa te worden voorgelegd. En dan pas zal men de procedure kunnen opstarten die potentiële uitbaters toelaat om zich kandidaat te stellen voor de bouw en exploitatie, en moeten deze gascentrales nog vergund en gebouwd worden, moeten alle aansluitingen van gas en op het net voorzien worden. De timing om die gascentrales operationeel te hebben tegen 2025 is bijzonder strak, laat staan tegen 1 oktober 2022 wanneer de kernuitstap start met de sluiting van Doel 3.

De regering besliste in maart 2018 om aan de kernuitstap een aantal voorwaarden te verbinden. Zo dienen onze burgers en bedrijven ook bij de sluiting van de kerncentrales verder te kunnen rekenen op elektriciteit die betaalbaar, duurzaam en zeker is. Tot op heden heeft kernenergie hier steeds in grote mate toe bijgedragen, aangezien kernenergie onze voornaamste bron van elektriciteit is, terwijl ze bijzonder weinig CO<sub>2</sub> en fijn stof uitstoot, met name op een niveau vergelijkbaar met de meeste hernieuwbare energiebronnen. Volgens het IPCC stoten kerncentrales gemiddeld 12 gram CO<sub>2</sub> uit per kWh, windmolenparken 11,5 g/kWh en zonnepanelen op daken 41 g/kWh. Gascentrales daarentegen stoten 490 g/kWh uit, 40 maal meer dus dan kerncentrales. En steenkoolcentrales zelfs 820 g/kWh. Door een verhoogde

que les centrales nucléaires. Les centrales au charbon, quant à elles, émettent même 820 g/kWh. En cas de fermeture des centrales nucléaires, nous dépendrons davantage de l'importation d'électricité depuis les pays voisins et importerons sans doute aussi beaucoup plus d'électricité provenant de centrales au charbon. Les centrales nucléaires sont donc objectivement salutaires pour le climat, aussi performantes que les énergies renouvelables et bien plus que les centrales au gaz.

Durant le mois de septembre 2019, qui s'est caractérisé par un ensoleillement supérieur à la moyenne, le mix électrique ne se composait que pour 3,5 % d'énergie solaire, pour 0,5 % des émissions de CO<sub>2</sub>. L'éolien a fourni 6 %, pour 0,5 % des émissions de CO<sub>2</sub>. Les combustibles fossiles et autres ont fourni 30 %, en générant pas moins de 94 % des émissions de CO<sub>2</sub>. L'énergie nucléaire, enfin, a fourni 60,5 % de l'électricité et seulement 5 % des émissions de CO<sub>2</sub>.<sup>1</sup> Durant le mois de juillet, durant lequel les records d'ensoleillement (237 heures) et de température ont été battus en Belgique, le soleil a fourni 4,5 % du mix électrique, pour 0,5 % des émissions de CO<sub>2</sub>. L'éolien a produit 3,5 %, pour 0,5 % des émissions de CO<sub>2</sub>. Les combustibles fossiles et autres ont fourni 33,5 %, pour 95 % des émissions de CO<sub>2</sub>. L'énergie nucléaire a fourni 59 %, pour seulement 4 % des émissions de CO<sub>2</sub>. La conclusion est claire. L'énergie nucléaire fournit la plus grande partie de notre électricité, avec des émissions de CO<sub>2</sub> particulièrement faibles. Ceux qui se plaignent de la performance climatique du pays sont aussi ceux qui veulent remplacer notre plus grande source d'énergie propre, l'énergie nucléaire, par l'option la plus polluante pour le pays, le gaz, qui augmenterait considérablement les émissions de CO<sub>2</sub> de notre production électrique.

Même en 2018, l'énergie nucléaire a produit 48 % de l'électricité belge, malgré les problèmes amplement commentés des réacteurs nucléaires au cours de cette année, en émettant seulement 3 % du CO<sub>2</sub> de la production d'électricité. L'énergie solaire représentait 5 % du mix électrique, pour 0,5 % des émissions de CO<sub>2</sub>. L'éolien a produit 7 %, pour 0,5 % des émissions de CO<sub>2</sub>. Les combustibles fossiles et autres combustibles ont représenté 40 % de la production, pour 96 % des émissions de CO<sub>2</sub>. Malgré l'été très ensoleillé de cette année 2018, l'énergie nucléaire a fourni 75 % de l'électricité neutre en CO<sub>2</sub>.

La décision prise par le gouvernement en mars 2018 comprenait encore une condition très importante, à savoir la mise en place d'un mécanisme de suivi pour s'assurer que l'approvisionnement en électricité pourra continuer à remplir les conditions d'accessibilité économique, de

afhankelijkheid van import van elektriciteit uit onze buurlanden, zullen we allicht ook een pak meer elektriciteit uit steenkool gaan invoeren, ingeval van sluiting van de kerncentrales. Kerncentrales zijn dus objectief goed voor het klimaat, even goed als hernieuwbare energie, en veel beter dan gascentrales.

De elektriciteitsmix in de bovengemiddeld zonnige maand september 2019 werd voor slechts 3,5 % opgewekt uit zon, met 0,5 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Wind leverde 6 %, met 0,5 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Fossiele en andere brandstoffen leverden 30 %, met maar liefst 94 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Kernenergie tot slot leverde 60,5 %, met slechts 5 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot.<sup>1</sup> In de zonnige recordmaand juli, waarin de zon wel 237 uur scheen en het temperatuurrecord in België sneuvelde, leverde zon 4,5 % van de elektriciteitsmix, met 0,5 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Wind leverde 3,5 %, met 0,5 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Fossiele en andere brandstoffen leverden 33,5 %, met 95 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Kernenergie leverde 59 %, met slechts 4 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. De conclusie is duidelijk. Kernenergie levert het leeuwendeel van onze elektriciteit, met een bijzonder lage CO<sub>2</sub>-uitstoot. Zij die klagen over de prestaties van dit land op klimaatvlak, zijn ook diegenen die onze grootste propere energiebron, met name kernenergie, willen vervangen door de vuilste optie voor dit land, met name gas, waardoor de CO<sub>2</sub>-uitstoot van onze elektriciteitsproductie enorm zou toenemen.

Zelfs in 2018 zorgde kernenergie in België voor 48 % van de elektriciteit, ondanks de veelbesproken problemen met de kernreactoren in dat jaar, en stootte daarbij slechts 3 % van de CO<sub>2</sub> uit elektriciteitsproductie uit. Zon leverde 5 % van de elektriciteitsmix, met 0,5 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Wind leverde 7 %, met 0,5 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Fossiele en andere brandstoffen leverden 40 %, met 96 % van de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Ondanks de zeer zonnige zomer in dat jaar, leverde kernenergie in 2018 75 % van de CO<sub>2</sub>-neutrale elektriciteit.

In de regeringsbeslissing van maart 2018 werd nog een zeer belangrijke voorwaarde opgenomen, namelijk de installatie van een monitoringmechanisme dat moet garanderen dat de elektriciteitsvoorziening ook ingeval van een volledige sluiting van de kerncentrales tegen

<sup>1</sup> Elia et IPCC

<sup>1</sup> Elia en IPCC.

durabilité et de sécurité, même en cas de fermeture complète des centrales nucléaires d'ici à 2025. À ce jour, ce mécanisme de suivi n'existe pas encore.

Il devient donc de plus en plus évident que les conditions précitées, convenues au sein du gouvernement en mars 2018, ne pourront pas être remplies à temps pour permettre une sortie complète du nucléaire de manière responsable d'ici à 2025.

En 2019, le climat a joué, à juste titre, un rôle de premier plan dans le débat politique, en Belgique et dans le monde entier. De plus en plus de scientifiques et d'organisations internationales faisant autorité, comme le GIEC, reconnaissent le potentiel de l'énergie nucléaire comme composante possible d'un mix énergétique respectueux du climat. L'énergie nucléaire a en effet le potentiel nécessaire pour produire d'énormes quantités d'énergie, en émettant de très faibles quantités de CO<sub>2</sub> et de particules fines. Cela ouvre des perspectives pour répondre à la demande croissante d'électricité, tant dans ce pays qu'à l'échelle mondiale, qui est appelée à augmenter dans les décennies à venir, tout en atteignant l'objectif international de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C - 2 °C. Lorsque Greta Thunberg a évoqué, à juste titre, le potentiel de l'énergie nucléaire dans la lutte contre le réchauffement climatique, elle a été si sévèrement attaquée par les opposants à l'énergie nucléaire qu'elle a dû se défendre en se référant aux déclarations du GIEC sur le potentiel de l'énergie nucléaire pour le climat et en déclarant que celle-ci pourrait représenter "une petite partie d'une nouvelle grande solution énergétique décarbonée"<sup>2</sup>.

Bien que la part des énergies renouvelables dans le mix électrique ne cesse d'augmenter, notamment grâce aux efforts consentis par le gouvernement fédéral depuis fin 2014, la technologie de stockage des énergies renouvelables ne se développe pas assez vite pour que l'on puisse s'y fier au titre de source de production d'électricité de masse (*base load*) dans un proche avenir. Certains partis continuent à dire de façon dogmatique que les centrales au gaz sont la source d'énergie de masse idéale pour compléter la part encore faible des énergies renouvelables. Cette attitude risque toutefois d'être à l'origine d'un "blocage carbone" qui risque de faire dépendre notre économie et notre société, durant de nombreuses années, du combustible fossile qu'est le gaz, qui deviendrait alors la source de production principale de notre mix électrique. D'autre part, plusieurs experts, notamment de la CREG, soulignent que les progrès technologiques réalisés dans le domaine du stockage d'énergie pourraient avoir pour conséquence

2025 kan blijven voldoen aan de voorwaarden van betaalbaarheid, duurzaamheid en zekerheid. Dit monitoringmechanisme bestaat op heden nog niet.

Het wordt derhalve met de dag duidelijker dat aan de voornoemde voorwaarden, binnen de regering afgesproken in maart 2018, niet tijdig zal kunnen worden voldaan, om tegen 2025 op een verantwoorde wijze volledig uit kernenergie te kunnen stappen.

In 2019 speelde het klimaat terecht een prominente rol in het politieke debat, in België en wereldwijd. Steeds meer wetenschappers en toonaangevende internationale organisaties zoals het IPCC erkennen het potentieel van kernenergie als mogelijk onderdeel van een klimaatvriendelijke energiemix. Kernenergie heeft immers het potentieel om zeer grote hoeveelheden energie op te wekken, met amper uitstoot van CO<sub>2</sub> en fijn stof. Dit opent perspectieven om enerzijds te voldoen aan de groeiende vraag naar elektriciteit, in dit land en wereldwijd, die nog decennia zal toenemen, en anderzijds toch de internationale doelstelling te halen om de opwarming van de aarde te beperken tot 1,5 °C - 2 °C. Toen Greta Thunberg terecht verwees naar het potentieel van kernenergie in de strijd tegen de klimaatopwarming, werd ze dermate hard aangevallen door tegenstanders van kernenergie, dat ze zich diende te verdedigen met een verwijzing naar de stellingen van het IPCC inzake het klimaatvriendelijk potentieel van kernenergie, en door te stellen dat het "een klein deel kan zijn van een grote nieuwe koolstof-vrije oplossing inzake energie"<sup>2</sup>.

Ondanks het feit dat het aandeel hernieuwbare energie in de elektriciteitsmix gestaag toeneemt, mede dankzij de inspanningen door de federale regering geleverd sinds eind 2014, ontwikkelt de opslagtechnologie voor hernieuwbare energie zich onvoldoende snel om hierop te kunnen rekenen als baseload-energiebron in de afzienbare toekomst. Sommige partijen houden op dogmatische wijze vast aan de stelling dat gascentrales de ideale *baseload*-energiebron zouden vormen om het, vooralsnog kleine, aandeel hernieuwbare energie aan te vullen. Hiermee dreigen we echter een 'carbon lock-in' te creëren, waarmee we onze economie en samenleving voor vele jaren afhankelijk dreigen te maken van de fossiele brandstof gas als voornaamste productiebron in onze elektriciteitsmix. Anderzijds wijzen meerdere experts, onder andere van de CREG, erop dat de vooruitgang in de technologie voor energieopslag ertoe zou kunnen leiden dat deze gascentrales op korte termijn nog weinig zullen draaien. Door de volledige sluiting

<sup>2</sup> [https://m.facebook.com/gretathunbergsweden/photos/a.733630957004727/793436521024170/?theater&hc\\_location=ufi](https://m.facebook.com/gretathunbergsweden/photos/a.733630957004727/793436521024170/?theater&hc_location=ufi).

<sup>2</sup> [https://m.facebook.com/gretathunbergsweden/photos/a.733630957004727/793436521024170/?theater&hc\\_location=ufi](https://m.facebook.com/gretathunbergsweden/photos/a.733630957004727/793436521024170/?theater&hc_location=ufi).

que ces centrales au gaz ne seront plus beaucoup utilisées à court terme. La fermeture complète des centrales nucléaires pour 2025 et la construction de nouvelles centrales au gaz pour combler cette perte considérable de plus de 50 % de notre approvisionnement en électricité auront pour conséquence que notre pays sera extrêmement dépendant des développements internationaux de la technologie du stockage d'énergie s'il ne veut pas continuer à dépendre de ces centrales fossiles polluantes durant plusieurs décennies. Et nous n'avons que peu de prise sur le calendrier de ces progrès au niveau international. Cela signifie que, si la technologie de stockage se fait attendre, ces nouvelles centrales au gaz devront fonctionner à plein régime pour produire la plus grande partie de notre électricité, ce qui entraînera une augmentation considérable des émissions de CO<sub>2</sub> de la Belgique, ou que, si cette technologie se développe assez vite, ces centrales deviendront obsolètes après quelques années et qu'il s'agira donc d'un très mauvais investissement. Il semble dès lors opportun d'opter pour la prolongation temporaire d'un petit nombre de nos réacteurs nucléaires, qui pourront continuer à garantir un approvisionnement de base propre, abordable et sûr de la majeure partie de notre mix électrique. Dans l'intervalle, les sources d'énergie renouvelable et la technologie de stockage pourront continuer à se développer, l'objectif étant qu'elles couvrent entièrement nos propres besoins en électricité à terme. Il semble absurde de passer - pour quelques années seulement dans le meilleur des cas - d'un approvisionnement de base nucléaire propre à un approvisionnement de base fossile et polluant à un coût très élevé pour la société, prenant la forme de subventions, alors que nous pourrions très bien décider de continuer à utiliser, quelques années de plus, l'énergie nucléaire, qui est respectueuse du climat et dont le coût serait entièrement assumé par les exploitants des centrales.

Le Bureau du plan prévoit que les besoins d'électricité ne feront qu'augmenter au cours des décennies à venir<sup>3</sup>. Une prolongation d'une part limitée de notre capacité de

van de kerncentrales tegen 2025, en door het bouwen van nieuwe gascentrales om deze enorme lacune van meer dan 50 % in onze elektriciteitsvoorziening op te vangen, zal dit land enorm afhankelijk worden van de internationale ontwikkeling van technologie voor energieopslag als het geen decennia afhankelijk wenst te blijven van deze vervuilende fossiele centrales, en op de tijdslijn van deze internationale ontwikkeling hebben we zelf weinig vat. Dit zal er dus toe leiden dat deze nieuwe gascentrales ofwel volop zullen moeten draaien om het merendeel van onze elektriciteit te produceren, met een enorme toename van de CO<sub>2</sub>-uitstoot in dit land, indien de technologie voor opslag op zich laat wachten. Ofwel zullen deze gascentrales na enkele jaren obsoleet zijn en een zeer slechte investering blijken, indien de opslagtechnologie zich wel voldoende snel ontwikkelt. Het lijkt derhalve opportuun om te kiezen voor een tijdelijke verlenging van een beperkt aantal van onze kernreactoren, zodat deze verder kunnen voorzien in een propere, betaalbare en zekere basisvoorziening van het grootste deel van onze elektriciteitsmix, terwijl de hernieuwbare energiebronnen en de opslagtechnologie zich voldoende verder kunnen ontwikkelen, om op termijn volledig in onze elektriciteitsnoden te kunnen voorzien. Het lijkt zeer bizar om in het beste geval slechts voor enkele jaren over te schakelen van een propere nucleaire naar een vervuilende fossiele basisvoorziening, aan een zeer hoge maatschappelijke kost in de vorm van subsidies, terwijl we er evenzeer voor zouden kunnen opteren om het gebruik van de klimaatvriendelijke energiebron kernenergie met enkele jaren te verlengen waarbij de kost volledig gedragen zou worden door de uitbaters.

Het Planbureau verwacht dat de nood aan elektriciteit in de komende decennia enkel zal toenemen.<sup>3</sup> Met een verlenging van een beperkt deel van onze nucleaire

<sup>3</sup> Les consommations finales d'électricité progressent d'ici 2050: elles atteignent 7,7 Mtep en 2030 puis 9,0 Mtep en 2050, contre 7,0 Mtep en 2015. L'électrification du système énergétique trouve son origine dans deux tendances de fond : d'une part, le glissement progressif vers l'électricité pour le chauffage des bâtiments (pompes à chaleur) et la mobilité (voitures électriques), et d'autre part, la croissance continue et significative du nombre d'appareils électriques (relatifs principalement aux technologies de l'information et de la communication, aux loisirs) dans les secteurs résidentiel et tertiaire. («Le paysage énergétique belge à l'horizon 2050. Perspectives à politique inchangée», Bureau du plan, octobre 2017).

<sup>3</sup> Het eindverbruik van elektriciteit neemt toe tegen 2050: van 7,0 Mtoe in 2015 tot 7,7 Mtoe in 2030 en nadien tot 9,0 Mtoe in 2050. De elektrificatie van het energiesysteem vindt zijn oorsprong in twee basistrends: enerzijds de geleidelijke verschuiving naar elektriciteit voor de verwarming van gebouwen (warmtepompen) en mobiliteit (elektrische wagens) en anderzijds de aanhoudend sterke groei van de elektrische toestellen in de residentiële en tertiaire sectoren (vooral betreffende informatie- en communicatietechnologieën en vrije tijd) ("Het Belgische energielandschap tegen 2050. Een projectie bij ongewijzigd beleid", Planbureau, oktober 2017). De nettoproductie van elektriciteit stijgt overheen de projectieperiode aan een ritme van gemiddeld 0,9 % per jaar. Deze periode kan opgedeeld worden in een meer bescheiden groei van gemiddeld 0,4 % per jaar tussen 2015 en 2030 en een doorgedreven toename tussen 2030 en 2050. In deze laatste periode loopt de gemiddelde jaarlijkse groeivoet op tot 1,3 %. ("Het Belgische energielandschap tegen 2050. Een projectie bij ongewijzigd beleid", Planbureau, oktober 2017).

production nucléaire au-delà de 2025, par exemple une prolongation de 2GW pendant 10 ans jusqu'en 2035, nous donnerait le temps de réfléchir, de développer une vision et de faire naître un consensus sur la manière d'organiser notre approvisionnement en électricité à long terme. Cela serait, selon nous, plus intelligent que de se lancer tête baissée dans une aventure fossile en construisant au pas de charge de nouvelles centrales au gaz, qui nous coûteront des milliards de subsides, qui rendront extrêmement difficile le contrôle de nos émissions de CO<sub>2</sub>, qui nuiront à la qualité déjà précaire de notre air et qui nous rendront tributaires pendant de nombreuses années d'une source d'énergie fossile par le biais de laquelle nous subventionnerons des régimes largement condamnables sous l'angle moral. Et ce, alors que nous n'avons aucune idée de notre objectif à long terme.

À l'inverse des sources d'énergie renouvelable et des nouvelles centrales au gaz à construire et à largement subsidier, l'énergie nucléaire produit l'électricité à un prix très compétitif, un prix qui est actuellement considérablement inférieur au prix du marché. Cela permet aux exploitants des centrales nucléaires belges de supporter eux-mêmes les coûts des investissements nécessaires et de s'acquitter en outre d'une contribution sur la rente nucléaire. À l'inverse des nouvelles centrales au gaz à construire et à subsidier largement, les centrales nucléaires existent déjà et fournissent aujourd'hui la majeure partie de notre électricité. Elles sont complètement amorties, si bien que les coûts d'exploitation se limitent essentiellement à la maintenance et aux investissements nécessaires au maintien de l'opérationnalité du parc. De plus, ces coûts, et, le cas échéant, ceux des adaptations en vue de la prolongation, sont supportés par l'exploitant. Les centrales nucléaires ne coûtent donc plus rien au contribuable, mais elles rapportent de l'argent aux autorités et à la société par le biais de la rente nucléaire et des contributions au fonds de transition énergétique. Il est de plus en plus évident qu'il sera indispensable de prolonger un certain nombre de réacteurs pour pouvoir continuer à garantir la sécurité d'approvisionnement à court terme. Plus les autorités reporteront la décision relative à la prolongation de ces réacteurs, plus elles affaibliront leur position face à l'exploitant dans les négociations portant sur la rente nucléaire et/ou sur la contribution au fonds de transition.

Les autorités fédérale et régionales ont déjà affecté des dizaines de milliards d'euros de recettes fiscales pour subsidier les énergies renouvelables. Or, celles-ci ne contribuent actuellement que modestement à notre approvisionnement énergétique. L'énergie nucléaire fournit encore une quantité bien plus importante d'énergie propre dans notre mix électrique, tandis que nos centrales nucléaires favorisent la transition énergétique

productiecapaciteit na 2025, bijvoorbeeld door een verlenging van 2GW met 10 jaar tot 2035, kopen we ook tijd om na te denken, een visie uit te werken en draagvlak te creëren over hoe we onze elektriciteitsvoorziening op lange termijn willen organiseren. Dit lijkt ons verstandiger dan ons halsoverkop in een fossiel avontuur te storten, door in ijltempo nieuwe gascentrales te bouwen die ons opzadelen met een miljardenfactuur aan subsidies, die het bijzonder moeilijk zullen maken om onze CO<sub>2</sub>-uitstoot onder controle te houden, die nefast zijn voor onze reeds precaire luchtkwaliteit, en die ons voor vele jaren afhankelijk zullen maken van een fossiele energiebron waarmee we in grote mate moreel verwerpelijke regimes zullen subsidiëren. En dit terwijl we eigenlijk nog geen idee hebben van waar we op de langere termijn naartoe willen.

In tegenstelling tot hernieuwbare energiebronnen en nieuw te bouwen en sterk te subsidiëren gascentrales, wordt elektriciteit uit kernenergie geproduceerd aan een zeer competitieve prijs, zelfs aan een prijs die momenteel aanzienlijk onder de marktprijs ligt. Dit laat de uitbaters van de Belgische kerncentrales toe om zelf de kosten voor de nodige investeringen te dragen, en daarenboven een bijdrage op de nucleaire rente te betalen. In tegenstelling tot nieuw te bouwen, en zwaar te subsidiëren gascentrales, staan de kerncentrales er reeds en leveren ze vandaag het merendeel van onze elektriciteit. Ze zijn volledig afgeschreven, waardoor de kosten voor uitbating grotendeels beperkt zijn tot onderhoud en investeringen om het park operationeel te houden. En deze kosten, evenals desgevallend deze voor de aanpassingen voor verlenging, worden gedragen door de uitbater. De kerncentrales kosten de belastingbetaler dus geen geld, maar ze brengen geld op aan de overheid en de samenleving via de nucleaire rente en de bijdragen aan het energietransitiefonds. Het wordt steeds duidelijker dat een verlenging van een aantal reactoren onvermijdelijk wordt om de bevoorradingszekerheid op korte termijn te kunnen blijven garanderen. Hoe langer we een beslissing over het al dan niet verlengen van deze reactoren uitstellen, hoe zwakker de overheid zal staan tegenover de uitbater in de onderhandelingen over de nucleaire rente en/of de bijdrage aan het energietransitiefonds.

De federale en regionale overheden hebben reeds tientallen miljarden euro's belastingopbrengsten aangewend voor het subsidiëren van hernieuwbare energie. Desondanks levert hernieuwbare energie op heden slechts een bescheiden bijdrage aan onze elektriciteitsvoorziening. Kernenergie levert nog steeds een veelvoud aan propere energie in onze elektriciteitsmix, terwijl onze kerncentrales de energietransitie naar een

vers la neutralité carbone de l'économie et de la société grâce à la contribution au fonds de transition énergétique. Pour prolonger la durée de vie de Doel 1 et 2, l'exploitant verse en effet chaque année une cotisation dans le fonds de transition énergétique, lequel facilite la transition vers une économie et une société décarbonées au moyen d'investissements dans les sources d'énergie et les mécanismes de stockage du futur. Une prolongation d'une série de réacteurs nucléaires au-delà de 2025 nous permettrait de continuer à compter temporairement sur cette source d'énergie neutre du point de vue climatique, tandis que la capacité en termes de sources d'énergie renouvelable et d'indispensable technologie de stockage continue à être développée. Cela sera notamment possible dès lors que grâce à la prolongation, le fonds de transition énergétique pourra être maintenu, voire éventuellement au-delà de 2025. Il convient également de prendre en considération le fait que chaque euro provenant du contribuable et des subsides que nous dépensons pour une centrale au gaz (c'est-à-dire une énergie fossile) est un euro que nous ne pouvons plus affecter aux énergies renouvelables ou à l'aide à la recherche sur l'innovation énergétique.

Le coût élevé qu'implique ces nouvelles centrales au gaz est en effet diamétralement opposé à ce qui précède. Un coût qui sera payé par nos citoyens et nos entreprises par le biais du mécanisme de subventions que les pouvoirs publics doivent mettre en place afin de convaincre les exploitants de construire ces nouvelles centrales au gaz. Par conséquent, le prix de l'électricité pour l'utilisateur final risque d'augmenter considérablement. Il est clairement ressorti des auditions au sein de la commission compétente de la Chambre que les points de vue de la ministre compétente et des différents experts divergent fortement à propos de l'ampleur de la hausse des prix. Tout le monde s'accorde toutefois à dire que les centrales au gaz induiront une hausse des prix pour les citoyens et les entreprises. Dans plusieurs scénarios, il s'agit de surcroît de montants considérables.

Une majorité de citoyens semblent conscients de tout cela. Selon une récente enquête réalisée par le bureau d'étude Kantar TNS, qui a été publiée le 18 octobre 2019, 46 % des citoyens interrogés sont favorables à une prolongation de la production d'électricité au moyen de l'énergie nucléaire au-delà de 2025. Seulement 30 % des citoyens interrogés étaient de cet avis lors de l'enquête précédente remontant à la fin 2017. Le soutien envers l'énergie nucléaire est même considérablement plus élevé, lorsque quelques conditions sont remplies.

— 70 % des citoyens sont ainsi favorables au maintien de l'énergie nucléaire au-delà de 2025 s'il permet de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. C'est évidemment le cas, certainement en comparaison avec les centrales

koolstof-neutrale economie en samenleving promoten via de bijdrage aan het energietransitiefonds. Voor de verlenging van Doel 1 en 2 wordt door de uitbater immers jaarlijks een bijdrage gestort in het energietransitiefonds, dat de overgang naar een koolstofarme economie en samenleving faciliteert met investeringen in de energiebronnen en opslagmechanismen van de toekomst. Een verlenging van een aantal kernreactoren na 2025 zou ons in staat stellen om tijdelijk verder te rekenen op deze klimaat-neutrale energiebron, terwijl de capaciteit aan hernieuwbare energiebronnen en de onontbeerlijke opslagtechnologie verder wordt opgebouwd, onder meer omdat dankzij een verlenging het energietransitiefonds in stand kan worden gehouden na 2025 en mogelijk zelfs uitgebreid. Men dient ook te overwegen dat elke euro belastinggeld en subsidie die we moeten uitgeven aan een fossiele gascentrale, een is euro die we niet meer kunnen uitgeven aan hernieuwbare energie of steun voor onderzoek naar energie-innovatie.

In schril contrast tot het bovenstaande staat immers de hoge kostprijs die nieuwe gascentrales met zich meebrengen. Een kostprijs die zal worden betaald door onze burgers en bedrijven, via het subsidiemechanisme dat de overheid op poten moet zetten om uitbaters te overtuigen om deze nieuwe gascentrales te bouwen. Hierdoor dreigt de elektriciteitsprijs voor de eindgebruiker aanzienlijk te stijgen. Uit de hoorzittingen in de bevoegde Kamercommissie is duidelijk gebleken dat over de omvang van de prijsstijging een sterk meningsverschil bestaat tussen de bevoegde minister en de verschillende experts. Maar dat de gascentrales zullen leiden tot een prijsstijging voor de burgers en bedrijven, daarover is iedereen het eens. En in meerdere scenario's gaat het over aanzienlijke bedragen.

Een meerderheid van de burgers lijkt zich van het bovenstaande bewust te zijn. Blijkens een recente bevraging door onderzoeksbureau Kantar TNS, gepubliceerd op 18 oktober 2019, steunt 46 % van de bevroegde burgers een verlenging van de elektriciteitsproductie uit kernenergie na 2025. Bij de vorige peiling eind 2017 was dit slechts het geval voor 30 % van de bevroegde burgers. De steun voor kernenergie is zelfs aanzienlijk groter, wanneer aan enkele voorwaarden voldaan wordt.

— Zo steunt 70 % van de burgers het behoud van kernenergie na 2025, indien hierdoor de CO<sub>2</sub>-uitstoot zou dalen. Wat uiteraard het geval is, zeker in vergelijking met gascentrales en blijkens de rapporten van de



au gaz et selon les rapports des experts qui ont été entendus lors des différentes auditions à la Chambre l'année dernière.

— L'énergie nucléaire recueille 68 % d'avis favorables, si l'approvisionnement électrique est mis en péril faute de centrales nucléaires. Ce sera d'ailleurs le cas car le calendrier de la construction des nouvelles centrales au gaz est très serré.

— L'énergie nucléaire recueille 65 % d'avis favorables si les déchets nucléaires peuvent être stockés de manière sûre. Ce stockage s'effectue dans de profondes couches argileuses aux frais de l'exploitant.

— 62 % des citoyens sont favorables au maintien de l'énergie nucléaire au-delà de 2025, si le coût de l'électricité devait augmenter après une sortie du nucléaire. Il est clairement ressorti des auditions que le mécanisme de subvention des centrales au gaz induira une augmentation considérable des factures d'électricité des entreprises et des ménages. La ministre et les différents experts ont des avis divergents sur l'ampleur de l'augmentation, mais personne ne conteste le fait que la facture augmentera.

— 62 % des citoyens interrogés sont favorables à une prolongation de l'énergie nucléaire au-delà de 2025, si la durée de vie des centrales peut être prolongée de manière sûre. Il va de soi que la sécurité sera à la fois primordiale et garantie en cas de prolongation de la durée de vie. En effet, seuls trois réacteurs nucléaires, voire probablement deux seulement, au maximum devraient être prolongés, afin d'éviter la construction de nouvelles centrales au gaz et/ou que nous devenions fortement tributaires des importations incertaines d'électricité en provenance de l'étranger, ce qui n'est pas souhaitable, et afin de maintenir un contrôle beaucoup plus strict sur le prix de l'électricité, ainsi que sur les émissions de CO<sub>2</sub>.

— Et pour terminer, la principale constatation: seulement 12 % des citoyens interrogés estiment qu'il est judicieux de remplacer les centrales nucléaires par des centrales au gaz.

59 % des citoyens interrogés estiment aujourd'hui que l'énergie nucléaire offre plus d'avantages que d'inconvénients à notre pays. Le nombre de Belges qui souhaitent voir réduire la part de l'énergie nucléaire dans le mix électrique a diminué, passant de 75 % à 59 % en un an et demi. Et la constatation la plus frappante est qu'une large majorité de la population n'est absolument pas opposée par principe à l'énergie nucléaire, vu que 63 % des citoyens interrogés estiment que l'on peut construire de nouvelles centrales nucléaires. 65 % estiment que les centrales nucléaires existantes peuvent être remplacées

experten die in verschillende hoorzittingen in de Kamer zijn gehoord het voorbije jaar.

— De steun bedraagt 68 %, indien zonder kerncentrales de elektriciteitsbevoorrading in gevaar komt. Dit is ook het geval, want de timing voor de bouw van de nieuwe gascentrales is zeer strak.

— De steun bedraagt 65 %, indien het afval veilig geborgen kan worden. Dit gebeurt in diepe kleilagen, op kosten van de uitbater.

— 62 % van de burgers steunt het behoud van kernenergie na 2025, indien de kostprijs van elektriciteit zou stijgen na een kernuitstap. Uit de hoorzittingen is duidelijk gebleken dat het subsidiemechanisme voor de gascentrales de elektriciteitsfactuur van bedrijven en gezinnen fors zal doen stijgen. Over de mate van stijging bestaat discussie tussen de minister en de verschillende experts, maar niemand betwist dat de factuur zal stijgen.

— 62 % van de bevroagde burgers steunt een verlenging van kernenergie na 2025, indien de levensduur veilig kan verlengd worden. Dat de veiligheid voorop staat en gegarandeerd wordt bij de verlenging van de levensduur, is evident. Het is immers zo dat maximaal slechts drie kernreactoren verlengd zouden dienen te worden, waarschijnlijk slechts twee, om te vermijden dat er nieuwe gascentrales gebouwd dienen te worden en/of dat we in onwenselijk sterke mate afhankelijk worden van de onzekere invoer van elektriciteit uit het buitenland, en om een veel sterkere controle te behouden over de elektriciteitsprijs, evenals over de CO<sub>2</sub>-uitstoot.

— En tot slot de belangrijkste vaststelling. Slechts 12 % van de bevroagde burgers vindt het een goed idee om de kerncentrales te vervangen door gascentrales.

59 % van de bevroagde burgers vindt vandaag dat kernenergie voor dit land meer voordelen dan nadelen oplevert. Het aantal Belgen die wensen dat het aandeel kernenergie in de elektriciteitsmix afneemt, is op 1,5 jaar gedaald van 75 % naar 59 %. En de meest merkwaardige vaststelling is dat er bij een ruime meerderheid van de bevolking absoluut geen sprake is van enige principiële tegenstand tegen kernenergie, aangezien 63 % van de bevroagde burgers vindt dat er nieuwe kerncentrales gebouwd mogen worden. 65 % vindt dat de bestaande kerncentrales door nieuwe kerncentrales

par de nouvelles. Enfin, l'enquête constate que seulement la moitié des Belges sont conscients du fait que l'énergie nucléaire est respectueuse du climat. On peut supposer que le soutien à l'énergie nucléaire serait encore plus important si tout le monde était conscient du fait que les émissions de CO<sub>2</sub> des centrales au gaz sont nettement plus importantes<sup>4</sup>.

Par la présente proposition de résolution, nous souhaitons dès lors demander aux collègues et au gouvernement de ne plus exclure par principe, sur une base idéologique et dogmatique, l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie après 2025, mais d'examiner, avec un esprit ouvert et de manière neutre sur le plan technologique, quel mix énergétique permet de répondre le mieux à la demande légitime de nos citoyens et entreprises d'une électricité durable, abordable financièrement et sûre sur le plan énergétique. Exclure dès le départ l'énergie nucléaire comme source d'énergie après 2025 nous mène sur une voie où notre pays deviendra particulièrement dépendant des combustibles fossiles et de l'importation d'électricité, qui provient encore partiellement du charbon. Le coût social en termes de pollution atmosphérique et le coût d'opportunité des milliards d'euros de subsides que nécessiteront ces centrales au gaz nous obligent, du moins à court terme et à titre de technologie de transition, à ne plus exclure d'avance la prolongation d'un nombre limité des réacteurs nucléaires existants après 2025. Nous demandons dès lors aussi au gouvernement d'entreprendre les démarches nécessaires à l'égard des exploitants, afin qu'ils puissent au moins déjà planifier les mesures nécessaires au cas où il s'avérerait opportun de conserver encore un moment l'énergie nucléaire dans le mix électrique, même après 2025.

vervangen mogen worden. Tot slot stelt de bevraging vast dat slechts de helft van de Belgen zich bewust is van het klimaatvriendelijke karakter van kernenergie. Men kan veronderstellen dat de steun voor kernenergie nog groter zou zijn, indien iedereen zich ervan bewust zou zijn hoeveel groter de CO<sub>2</sub>-uitstoot van gascentrales is.<sup>4</sup>

Derhalve wensen wij met dit voorstel van resolutie de collega's en de regering op te roepen om kernenergie niet langer principieel uit te sluiten als energiebron na 2025 op ideologische of dogmatische gronden, maar om met open vizier en op technologie-neutrale wijze te beschouwen met welke elektriciteitsmix best kan voldaan worden aan de legitieme vraag van onze burgers en bedrijven naar duurzame, betaalbare en energie-zekere elektriciteit. Kernenergie bij voorbaat uitsluiten als energiebron na 2025, leidt ons op een pad waarbij dit land bijzonder afhankelijk wordt van fossiele brandstoffen en van de invoer van elektriciteit, deels nog steeds afkomstig uit steenkool. De maatschappelijke kost in luchtvervuiling en de opportuniteitskost van de miljarden euro's aan subsidies die deze gascentrales zullen eisen, noopt ons om tenminste op de korte termijn en als overgangstechnologie het langer openhouden van een beperkt aantal van de bestaande kernreactoren na 2025, niet langer bij voorbaat uit te sluiten. Wij roepen de regering dan ook op om naar de uitbaters toe de nodige stappen te zetten, zodat zij tenminste reeds de nodige maatregelen zouden kunnen plannen, indien en wanneer zou blijken dat het opportuun is om kernenergie ook na 2025 nog een tijd te behouden in de elektriciteitsmix.

Bert WOLLANTS (N-VA)

<sup>4</sup> La production nette d'électricité augmente sur l'ensemble de la période de projection à un rythme de 0,9 % par an en moyenne. On distingue essentiellement deux périodes : une croissance modeste de 0,4 % par an en moyenne entre 2015 et 2030, puis une hausse sensible entre 2030 et 2050 caractérisée par un taux de croissance moyen de 1,3 % par an. ("Le paysage énergétique belge à l'horizon 2050. Perspectives à politique inchangée", Bureau du plan, octobre 2017)..

<sup>4</sup> De bevraging stelt immers vast dat slechts 51 % van de Belgen het eens is met de stelling dat kerncentrales geen CO<sub>2</sub> uitstoten en op die manier bijdragen aan de strijd tegen de klimaatverandering.

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que la prolongation d'un nombre limité de réacteurs nucléaires après 2025 permet aux autorités de pouvoir répondre de manière plus certaine à la demande légitime des citoyens et des entreprises d'une énergie durable, abordable financièrement et toujours disponible;

B. considérant que les conditions pour la sortie du nucléaire, telles que fixées par le gouvernement en mars 2018, ne sont pas réunies, à savoir que l'électricité doit toujours être durable, abordable financièrement et garantie/disponible pour nos citoyens et nos entreprises; et que le mécanisme de contrôle qui doit vérifier le respect de ces conditions n'a pas encore été mis en place;

C. considérant que les énergies renouvelables, même si elles constituent une part de plus en plus importante du mix énergétique, ne sont pour l'instant pas toujours disponibles et que la technologie et la capacité de stockage nécessaires pour que les énergies renouvelables puissent être disponibles d'une manière suffisamment certaine dans le mix énergétique ne sont pas encore disponibles;

D. considérant qu'une prolongation de la rente nucléaire et de la contribution de l'exploitant (des exploitants) du parc nucléaire au fonds de transition énergétique pourrait faciliter, également après 2025, la recherche de nouvelles formes d'énergies renouvelables et de stockage d'énergie et les investissements en la matière;

E. considérant que les centrales au gaz nécessiteront des milliards d'euros de subsides qui pourraient autrement être affectés, entre autres, aux énergies renouvelables;

F. considérant que les milliards d'euros de subsides nécessaires pour convaincre les exploitants de construire et d'exploiter de nouvelles centrales au gaz risquent de faire augmenter fortement la facture d'électricité, ce qui risque de miner le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises;

G. considérant que les centrales au gaz émettent un volume important de CO<sub>2</sub>, avec potentiellement des émissions annuelles supplémentaires de millions de tonnes de CO<sub>2</sub> s'il fallait pallier la disparition du parc nucléaire principalement par ces nouvelles centrales au gaz;

H. considérant que les centrales au gaz nous rendent tributaires des importations de gaz en provenance de

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat het in dienst houden van een beperkt aantal kernreactoren na 2025, de overheid in staat stelt om met meer zekerheid te kunnen voldoen aan de legitieme vraag van burgers en bedrijven naar duurzame, betaalbare en steeds beschikbare energie;

B. overwegende dat niet voldaan is aan de voorwaarden voor de kernuitstap, zoals vastgelegd door de regering in maart 2018, met name dat elektriciteit steeds duurzaam, betaalbaar en zeker/beschikbaar dient te zijn voor onze burgers en bedrijven; en dat het monitoring-mechanisme dat conformiteit met deze voorwaarden dient op te volgen, nog niet is opgericht;

C. overwegende dat hernieuwbare energie, ook al neemt het toe in belang als deel van de energiemix, vooralsnog niet steeds beschikbaar is, en dat de nodige opslagtechnologie – en capaciteit opdat hernieuwbare energie op een voldoende zekere wijze beschikbaar kan zijn in de energiemix, vooralsnog niet voorhanden is;

D. overwegende dat een verlengde nucleaire rente en bijdrage van de uitbater(s) van het nucleaire park in het energietransitiefonds onderzoek naar en investeringen in nieuwe vormen van hernieuwbare energie en energieopslag ook na 2025 zou kunnen faciliteren;

E. overwegende dat gascentrales miljarden euro's subsidies zullen vereisen die anders onder meer naar hernieuwbare energie zouden kunnen gaan;

F. overwegende dat de miljarden euro's subsidies vereist om uitbaters te overtuigen om nieuwe gascentrales te willen bouwen en uitbaten, de elektriciteitsfactuur fors dreigen te verhogen, wat de koopkracht van de gezinnen en de competitiviteit van de ondernemingen dreigt te ondermijnen;

G. overwegende dat gascentrales een groot volume CO<sub>2</sub> uitstoten, met potentieel een jaarlijkse extra uitstoot van miljoenen tonnen CO<sub>2</sub> indien het wegvallen van het nucleaire park voornamelijk door deze nieuwe gascentrales zou dienen te worden opgevangen;

H. overwegende dat gascentrales ons afhankelijk maken van gasimport uit het buitenland, ook vanuit

l'étranger, y compris de régimes que nous rejetons moralement mais que, dans ce cas, nous financerions directement avec l'argent du contribuable belge;

I. considérant qu'une sortie totale du nucléaire en 2025 nous rendrait particulièrement dépendants de l'électricité importée des pays voisins, qui continue à être en partie produite à partir de charbon et de lignite;

J. considérant que la prolongation des centrales nucléaires au-delà de 2025 bénéficie d'une assise au sein de la population;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de reconnaître que les conditions fixées par le gouvernement en mars 2018 ne sont pas remplies pour sortir complètement de l'énergie nucléaire d'ici 2025;

2. de prendre les initiatives qui s'imposent envers et avec les exploitants du parc de production nucléaire en Belgique, pour ne pas fermer la porte à l'éventuelle prolongation d'un nombre limité de réacteurs après 2025. En vue de mener des entretiens exploratoires avec les exploitants de telle sorte que l'on puisse s'accorder sur les conditions dans lesquelles ces réacteurs pourraient rester opérationnels, et d'entreprendre les préparatifs à cet effet.

18 novembre 2019

regimes die we moreel verwerpen doch in dit geval wel rechtstreeks financieel zouden spijzen met het belastinggeld van onze burgers;

I. overwegende dat een volledige kernuitstap in 2025 ons bijzonder afhankelijk zou maken van elektriciteit ingevoerd uit de buurlanden, en dat deze elektriciteit nog steeds voor een deel wordt opgewekt uit steen – en bruinkool;

J. overwegende dat onder de bevolking een draagvlak blijkt te bestaan voor het langer openhouden van de kerncentrales na 2025;

VERZOEKT DE REGERING:

1. om te erkennen dat niet voldaan is aan de voorwaarden vastgelegd door de regering in maart 2018 om volledig uit kernenergie te stappen tegen 2025;

2. de nodige stappen te nemen naar en met de uitbaters van het nucleaire productiepark in België, om de piste open te houden voor het mogelijk in dienst houden van een beperkt aantal reactoren na 2025. Om met de uitbaters verkennende gesprekken aan te knopen zodat afspraken kunnen worden gemaakt over de voorwaarden waaronder deze reactoren verder operationeel zouden kunnen blijven en daartoe de nodige voorbereidingen te treffen.

18 november 2019

Bert WOLLANTS (N-VA)